

Brochure n° 3052

Convention collective nationale

IDCC : 1996. – **PHARMACIE D'OFFICINE**
(16^e édition. – Mai 2003)

AVENANT DU 14 FÉVRIER 2005
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL NON CADRE
NOR : *ASET0550418M*
IDCC : 1996

Entre :

La fédération des syndicats pharmaceutiques de France ;
L'union nationale des pharmacies de France,

D'une part, et

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries
chimiques, parachimiques et connexes CFE-CGC ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière,

D'autre part,

Vu la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du
3 décembre 1997 étendue par arrêté du 13 août 1998,

Prenant acte de la dégradation brutale des résultats du risque « frais de
santé » du régime de prévoyance des salariés non cadres de la pharmacie
d'officine dont la gestion a été confiée par les partenaires conventionnels de
la branche à l'Institution de prévoyance du groupe Mornay (IPGM) ;

Soucieuses d'assurer un équilibre pérenne des différents risques gérés par
l'IPGM, les parties signataires sont convenues, dans le cadre du présent ave-
nant, des points suivants :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 10 « Cotisations », C, « Taux de cotisations »
du régime de prévoyance du personnel non cadre de l'annexe IV à la
convention collective nationale susvisée, sont remplacées par les dispositions
suivantes.

« 1° Participants en activité :

Ils sont fixés comme suit au 1^{er} janvier 2005 :

a) Pharmacies situées hors Alsace-Moselle :

3,27 % du traitement de base (dont 2,06 % à la charge de l'employeur et 1,21 % à la charge du salarié), plus 0,84 % du plafond annuel de la sécurité sociale (dont 0,42 % à la charge de l'employeur et 0,42 % à la charge du salarié).

Cette cotisation se ventile de la manière suivante :

- décès : 0,40 % ;
 - incapacité de travail et invalidité : 1,62 % ;
 - frais de santé : 1 %,
- + 0,84 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

b) Pharmacies situées en Alsace-Moselle :

3,03 % du traitement de base (dont 1,92 % à la charge de l'employeur et 1,11 % à la charge du salarié), plus 0,66 % du plafond annuel de la sécurité sociale (dont 0,33 % à la charge de l'employeur et 0,33 % à la charge du salarié).

Cette cotisation se ventile de la manière suivante :

- décès : 0,40 % ;
 - incapacité de travail et invalidité : 1,62 % ;
 - frais de santé : 0,76 %,
- + 0,66 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Quel que soit le lieu d'exercice de l'adhérente, la cotisation de mensualisation afférente au risque « incapacité de travail » prévu par l'article 23 des dispositions générales de la présente convention collective doit être ajoutée à la part patronale ci-dessus pour 0,25 % du traitement de base, à charge de l'employeur.

2° Anciens participants bénéficiaires d'un maintien de garanties :

a) Les chômeurs de plus de 60 ans et les chômeurs de plus de 6 mois licenciés depuis le 1^{er} janvier 1994, les bénéficiaires d'un contrat de solidarité, les retraités, les préretraités FNE, les bénéficiaires d'un contrat ARPE, les anciens déportés, les ayants droit de l'assuré décédé peuvent bénéficier du maintien de la garantie « frais de santé » moyennant le versement d'une cotisation dont le montant est déterminé chaque année sur avis du comité de gestion dans les conditions fixées par le décret n° 90-769 du 30 août 1990 ;

A titre indicatif, le montant de la cotisation annuelle s'élève pour l'exercice 2005 à :

- 684 € par adulte ;
- 168 € par enfant à charge.

Toutefois, il est précisé que les bénéficiaires d'un contrat de solidarité et les retraités ayant 10 ans d'activité salariée en pharmacie d'officine validés par la CGIS dont les revenus sont inférieurs à :

- 18 € par jour et par personne (pour un couple) ;
- 21 € par jour pour un célibataire, veuf ou divorcé,

sont exonérés de la cotisation pour l'exercice 2005.

b) Les bénéficiaires d'un congé parental d'éducation ou d'un congé sabbatique peuvent bénéficier du maintien des garanties "frais de santé" et "décès" moyennant le versement d'une cotisation dont le montant est déterminé chaque année sur avis du comité de gestion dès lors qu'ils en font la demande écrite au plus tard dans les 3 mois qui suivent la suspension du contrat de travail.

A titre indicatif, le montant de la cotisation annuelle s'élève pour l'exercice 2005 à 956 %.

Le montant de ces différentes cotisations est révisé chaque année. »

Article 2

Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2005 et sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 14 février 2005.

(Suivent les signatures.)